



CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



CHU ROUEN NORMANDIE
ETABLISSEMENT SUPPORT DU « GHT ROUEN CŒUR
DE SEINE »



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)

MAINTENANCE ET EXPLOITATION
DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT
ET BACHES D'EAU POTABLE
DES ETABLISSEMENTS MEMBRES
DU « GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTEXTE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
3.1 - Procédure de mise en concurrence	4
3.2 - Type de marché.....	4
3.3 - Allotissement	4
3.4 - Forme du marché public	4
3.5 - Durée du marché	4
3.6 - Délais d'exécution.....	5
3.7 - Codes nomenclature CPV.....	5
2.8 Modifications au marché	5
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5 – DECLenchement des prestations et modalités d'établissement des bons de commande.....	6
5.1 Conditions de commandes.....	6
5.2 - Modification d'un bon de commande	7
5.3 Annulation d'un bon de commande.....	7
ARTICLE 6 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	7
ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	8
7.1 – Contenu et nature des prix.....	8
7.3 – Clause de révision des prix	8
ARTICLE 8 – MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ	8
8.1 - Mode et délai de paiement	8
ARTICLE 9 – PAIEMENTS – Etablissement de la facture	10
ARTICLE 10 – ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 – PENALITES DE RETARD.....	11
ARTICLE 12 – CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	12
ARTICLE 15 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	12
ARTICLE 16 – DEROGATION AU CCAG-FCS.....	13

ARTICLE 1 - CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

La présente consultation a pour objet la maintenance et l'exploitation des réseaux d'assainissement et bâches d'eau potable pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, tel que défini dans l'Annexe 1 au CCAP.

ARTICLE 3 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - Procédure de mise en concurrence

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1 à 2 et R. 2161-1 à 5 du Code de la commande publique.

3.2 - Type de marché

Marché(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : 1	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.3 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

Conformément à l'article R.2113-3 du code de la commande publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché passé selon une procédure formalisée.

Ainsi, la motivation du non-allotissement est la suivante : pour des raisons techniques, les prestations de la présente consultation ne peuvent être alloties (homogénéité des prestations).

3.4 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Conformément au 2° l'article R. 2162-4 du Code de la Commande Publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 500 000,00 € HT pour toute la durée du marché public.

Les prestations pouvant être commandées figurent au bordereau des prix unitaires (BPU).

3.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le marché peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

3.6 - Délais d'exécution

Les règles concernant la durée et les délais d'exécution sont fixées par le titulaire dans son BPU.

Pour les dépannages en urgences, le titulaire devra intervenir au plus tard dans l'heure suivant l'appel téléphonique y compris les samedi, dimanche et jours fériés.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

3.7 - Codes nomenclature CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) est :

Intitulé	Classification principale
Service de gestion du réseau d'assainissement	90480000-5

3.8 - Modifications au marché

Le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du marché, dont les originaux gardés par le CHU Rouen Normandie font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;
 - Annexe n°2 : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
 - Annexe n°3 : Code service CHORUS ;

- Annexe n°4 : Attestation de visite.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La note méthodologique établie par le titulaire sur la qualité technique des prestations relative aux dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution des travaux (qualité de l'équipe et organisation) ainsi que la note environnementale ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par les établissements membres du GHT « Rouen Cœur de Seine ».

ARTICLE 5 – DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

5.1 Conditions de commandes

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par les établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine », au fur et à mesure de leur besoins.

Conformément aux articles 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par tous moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les commandes sont faites, au fur et à mesure des besoins, au moyen des bons de commandes qui comportent :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché ;
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Pour satisfaire les besoins extrêmement urgents, pourront être passées des commandes par téléphone.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

5.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

5.3 Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par cette consultation peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations exécutées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 6 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Des opérations de vérification portant sur la qualité des services seront destinées à constater que celle-ci répond aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable des services techniques ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, elles auront lieu en principe au sein de l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur De Seine dans un délai de 48 heures à dater de la réception. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS par l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine.

Dans l'hypothèse d'une prestation non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine pourra y faire face et décider d'un service aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1 – Contenu et nature des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires contractuels figurent au bordereau de prix unitaires (BPU) en Annexe n°1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement du marché public est indiqué dans le BPU.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les services et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont révisibles selon les modalités de l'article 7.3 du présent CCAP.

7.2 – Clause de révision des prix

Les prix unitaires du marché public sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché public par ajustement, par référence aux prix du bordereau de prix unitaires (BPU).

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il lui appartient de faire connaître ses nouvelles propositions 3 mois avant chaque date anniversaire du marché public, sans aucune intervention du service acheteur. Dans le cas d'une hausse supérieure à **2% par référence**, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) peut limiter de plein droit cette augmentation sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date d'anniversaire.

Le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS).

ARTICLE 8 – MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ

8.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le paiement s'effectuera conformément aux articles R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

8.2 – Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'Engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

8.3 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°1 du CCAP.

8.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

8.5 – Nantissement

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Direction Générale du CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances (NOTI6).

8.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 9 – PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, depuis le 1^{er} janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>)

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 2)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. La liste des codes service CHORUS et les numéros SIRET de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine figurent en annexe n°1 du présent CCAP.

Pour le CHU Rouen Normandie, le code service est DTST.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. Pour le CHU Rouen Normandie, le code service est DTST. Pour les autres établissements, le code service est disponible en annexe n°3.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 11 – PENALITES DE RETARD

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus les interventions demandées, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés et TVA en sus ou sur les prix TTC révisés.

11.1 - Pénalités pour retard d'intervention

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasserait le délai d'intervention dans les délais fixés dans le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard

R = le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées en dehors des délais contractuels.

11.2 - Cas de force majeure

Dans l'hypothèse où l'impossibilité du titulaire serait justifiée par un motif de force majeure, celui-ci est invité à en faire part au CHU Rouen Normandie à l'appui de tous les justificatifs nécessaires.

Cette justification devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard dans les 15 (quinze) jours ouvrés suivant la demande d'intervention. Passé ce délai, aucune justification ne pourra être prise en considération.

Le CHU Rouen Normandie pourra éventuellement prendre de manière unilatérale la décision de reconnaître l'absence de faute du titulaire. Il en sera alors averti par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de sa demande. L'absence d'information par le CHU Rouen Normandie vaut rejet de la demande du titulaire.

Le défaut d'approvisionnement en fournitures du titulaire ne saurait en aucun cas être reconnu comme un cas de force majeure.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 31 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions relatives à la résiliation pour événements liés au marché public issues de l'article 31 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 15 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R.2197-1, R.2197-16 et R.2197-23 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 16 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 4	Article 4.1
Article 5.1	Article 3.7.1
Article 6	Article 28.1 et 45.1
Article 11.1	Article 14.1.1